

Paris, 26 février 2015

### **Start-ups en France : plus solides que le reste des entreprises, mais un développement contraint par l'aversion au risque et un accès limité au financement**

#### **La sinistralité des start-ups inférieure à la moyenne française**

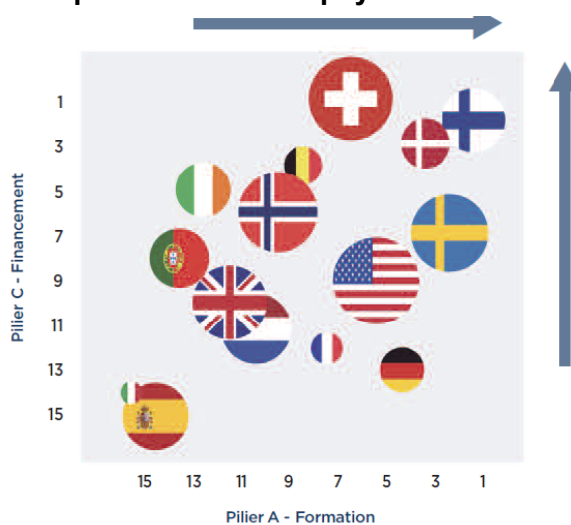
Le concept de start-up évoque spontanément les années 2000 et la démocratisation de l'accès à Internet qui a entraîné la création de très nombreuses entreprises du secteur des TIC<sup>1</sup>, l'un des principaux catalyseurs de l'innovation. Si les start-ups sont difficiles à identifier, c'est justement leur offre innovante associée à la recherche d'un *business model* viable qui les différencie des entreprises traditionnelles.

Qui dit innovation dit également besoin en capitaux pour développer une idée, dont l'issue est incertaine et accroît le risque. Il ressort d'une récente analyse de Coface, sur un échantillon de 172 start-ups défaillantes du secteur des TIC entre 2006 et 2014<sup>2</sup>, soit en moyenne 18 défaillances par an, que leur taux de défaillances apparaît légèrement moins élevé que celui de l'ensemble des entreprises en France (+2,25%, contre +2,54%). Cet écart s'explique en partie par la nature de leur financement qui suppose un écrémage en amont : à la différence des entreprises traditionnelles, les start-ups doivent faire valider leur *business model* par des investisseurs. Dans le même temps, le nombre de défaillances de start-ups augmente depuis 2013, à l'instar des défaillances totales d'entreprises, ce qui s'explique en partie par un rythme élevé de création d'entreprises et donc de structures innovantes.

#### **La situation de la France est-elle plus enviable que celle d'autres pays ?**

Si la dynamique des start-ups est indéniable et leur taux de défaillances est plus faible, plusieurs freins à leur développement existent. Sur un échantillon de 15 pays, la France se place en bas du classement établi par Coface, devant l'Espagne et l'Italie, au côté de l'Allemagne mais loin derrière les pays nordiques et la Suisse.

Pour cela, les économistes de Coface ont croisé trois piliers qu'ils jugent primordiaux pour soutenir le développement des start-ups.



<sup>1</sup> TIC : technologies de l'information et la communication

<sup>2</sup> Ont été considérées comme *start-ups* défaillantes (redressements et liquidations judiciaires) les entreprises TIC respectant trois critères : moins de 6 années d'existence, CA supérieur à 150 000 euros, progression du CA supérieur à 50% sur la période étudiée (2006-2014).

- **Formation (pilier A sur le graphique) : 7<sup>e</sup> place sur 15 pays étudiés**

Une des caractéristiques premières qui témoigne de la capacité d'un pays à innover est le degré de formation de sa population. De ce point de vue, la France bénéficie d'une position intermédiaire : un niveau d'études élevé, notamment chez les 25-34 ans (43%, au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE à 38%), et un important dispositif public de R&D.

- **Financement (pilier C) : 12<sup>e</sup> place**

Par rapport aux autres pays européens, le financement des start-ups par le capital-risque est moins développé en France dans les premières phases critiques de leur vie. Seuls 1,9% des fonds de capital-risque sont concernés en 2013, contre 12,4% en Allemagne et 7,9% pour la moyenne européenne. Le nombre encore insuffisant de *business angels*<sup>3</sup> et l'émergence récente du *crowdfunding* apparaissent insuffisants pour y pallier. En France, la surreprésentation des pouvoirs publics dans le financement des start-ups illustre l'insuffisance d'investisseurs privés.

- **Comportement (pilier B, taille des bulles<sup>4</sup>) : 13<sup>e</sup> place**

Enfin, l'aversion au risque, à laquelle de nombreux « entrepreneurs potentiels » seraient confrontés, s'avère un problème majeur en France. Selon le *Global Entrepreneurship Monitor*, la peur de l'échec chez les Français (41%) semble toujours plus forte que dans beaucoup d'autres pays (39% en Allemagne, 36% en Grande-Bretagne et 31% aux Etats-Unis). Si ce comportement doit être relativisé compte tenu du contexte général de morosité, le modèle français semble pâtir d'un héritage culturel incitant à la prudence.

#### CONTACT MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 [maria.krellenstein@coface.com](mailto:maria.krellenstein@coface.com)

#### A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

[www.coface.com](http://www.coface.com)

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris  
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA



<sup>3</sup> Business angels : des individus qui investissent leurs fonds personnels dans des entreprises, principalement dans les premières phases de développement des start-ups

<sup>4</sup> Plus la taille des bulles est importante, plus le comportement est favorable